

Il peut, s'il le juge opportun, requérir l'avis de toute administration compétente ou ordonner des mesures d'instruction ou d'enquête.

Article 13 - Les décisions d'agrément sont signées par le Commissaire aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion.

Ces décisions d'agrément sont soumises aux visas des administrations suivantes :

- la Direction Générale de la Législation ;
- la Direction Générale des Douanes ;
- la Direction du Développement Social au ministère des Affaires Economiques et du Développement ;
- la Direction des Affaires Politiques et Libertés Publiques au Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications.

Elles sont publiées au Journal Officiel.

Article 14 - Le Commissariat tient un registre des associations agréées.

Article 15 - Les équipements, véhicules, fournitures et produits exonérés ou admis au régime temporaire au profit des associations de développement agréées ne peuvent être cédés par celles-ci qu'avec l'autorisation expresse et préalable de la Direction Générale des Douanes. Le Commissaire aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion est tenu informé des autorisations délivrées à cet effet.

Toute cession des biens importés en exonération totale ou partielle des droits et taxes, sans autorisation de l'autorité compétente, ainsi que tout détournement de la destination de ces biens, entraîne le paiement intégral au Trésor Public, à la charge de l'association concernée, des droits et taxes dont ces biens ont été exonérés, sans préjudice des poursuites pénales.

Article 16 - Sans préjudice des dispositions de l'article 17 de la loi n° 64 - 098 du 9 juin 1964 et de l'article 10 de la loi n° 2000 - 043 du 26 juillet 2000, l'agrément est retiré si l'association ne réalise pas, dans des conditions jugées satisfaisantes par le

Commissariat, les programmes arrêtés d'un commun accord avec l'administration.

Dans ce cas, l'Etat reprend possession des biens, équipements, véhicules, fournitures et produits mis à la disposition de l'association dans le cadre d'une convention d'exécution de programme.

Article 17 - Les dispositions du présent décret seront précisées, le cas échéant, par arrêté.

Article 18 - Les Ministres de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, des Finances, des Affaires Economiques et du Développement et le Commissaire aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

#### Actes Divers

Arrêté conjoint n° R - 479 du 29 avril 2002 portant autorisation d'ouverture d'un établissement d'enseignement privé dénommé « Alpha de l'Excellence ».

ARTICLE PREMIER - Monsieur Amadou Tidiane né en 1957 à Woti, est autorisé à ouvrir un établissement d'enseignement privé dénommé « Alpha de l'Excellence ».

Article 2 : Toute infraction aux dispositions du décret n°82 015 bis du 12/02/1982 entraînera la fermeture dudit établissement.

Article 3 : Les secrétaires Généraux du Ministère de l'intérieur, des Postes et Télécommunications et du Ministère de l'Education Nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera et publié au Journal Officiel.

#### Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

#### Actes Réglementaires

Décret n° 2002 - 027 du 22 avril 2002 relatif aux conditions d'accès à la profession de pilote et à l'organisation du pilotage.

### **1 - Conditions d'accès à la profession de pilote**

ARTICLE PREMIER - 1 - Les candidats aux fonctions de pilote doivent être de nationalité mauritanienne et régulièrement identifiés auprès des services de la Direction de la Marine Marchande.

2 - Ils doivent également :

2.1 - être âgés de 25 ans au moins et 45 ans au plus

2.2 - justifier d'au moins quatre ans de navigation effective sur des bâtiments de l'Etat ou de la marine marchande, dont deux au moins au service « pont » à bord de ces bâtiments ou à bord des navires armés à la pêche au large ;

2.3 - prouver à l'autorité maritime que leur aptitude physique, notamment en ce qui concerne l'acuité visuelle et auditive, satisfait aux conditions requises pour la délivrance des brevets de capitaine, de second et d'officier chargé du quart à la passerelle aux termes de la convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille ;

2.4 - être titulaire d'un brevet d'officier de la marine marchande depuis au moins 6 mois.

3 - Les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus doivent être réunies au plus tard à la date d'ouverture du concours de pilotage.

4 - L'exercice de la fonction de pilote est incompatible avec celle d'expert maritime, représentant de club de protection, ou tout autre fonction dont l'exercice nuit à la déontologie de la profession.

Article 2 - Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, il peut être fait appel au concours de pilotes étrangers dans le cas d'une assistance technique éventuelle ou dans le but d'assurer la formation et le perfectionnement des pilotes mauritaniens. La dérogation doit faire l'objet d'une décision de l'administration maritime.

### **2 - Organisation des concours de pilotage**

Article 3 - 1 - Le concours pour le recrutement d'un ou plusieurs pilotes dans

un port déterminé a pour objet de pourvoir le nombre de places arrêté par le règlement local de la station de pilotage.

2 - la date du concours est fixée par le Directeur de la Marine Marchande qui la fait annoncer par les moyens appropriés.

3 - Le concours a obligatoirement lieu dans le port où un ou plusieurs pilotes doivent être recrutés.

4 - les frais afférents à l'organisation et au déroulement des concours de pilotage sont à la charge de l'organisme ou de la société gestionnaire du service.

### **Article 4 :**

1 - les déclarations de candidatures aux concours de pilotage sont reçues par les services compétents du ministère chargé de la Marine Marchande.

2 - Outre leur déclaration écrite, les candidats doivent joindre au dossier les documents suivants :

- extrait d'acte de naissance ;

- un certificat de nationalité certifié conforme à l'original ;

- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;

- un relevé de navigation précisant leurs embarquements tant à bord de navires mauritaniens qu'étrangers ;

- la copie des certificats obtenus à leur débarquement des bâtiments à bord desquels ils ont navigué ;

- la preuve de leur aptitude à exercer des fonctions de pilote.

3 - la liste des candidats est arrêtée dix jours avant la date d'ouverture du concours et elle est affichée au ministère chargé de la Marine Marchande ainsi qu'à la circonscription maritime dans le port de laquelle a lieu le concours et dans les locaux de l'organisme ou de la société gestionnaire du service.

Article 5 - Le jury du concours de pilotage est composé comme suit :

le Directeur de la Marine Marchande, Président

- le Commandant du port où le concours est organisé ;

- le pilote le plus ancien dans le service ;

- un inspecteur de la sécurité des navires et de la navigation maritime ;

un instructeur de l'ENEMP ;

un professeur d'anglais.

Article 6 - 1 - le concours de pilotage comporte :

- des épreuves écrites ;

- des épreuves orales

- des épreuves pratiques.

2 - Le jury arrête en séance, consacrée à cet effet, les sujets des épreuves écrites qui comprennent :

2.1 - un rapport de mer ( durée : 2 heures ; coefficient : 3)

2.2 - une épreuve sur le pilotage dans le port considéré avec un problème de marée ( durée : 3 heures ; coefficient : 4)

2.3 un problème de stabilité ( durée : 1 heures ; coefficient : 2)

2.4 - une épreuve d'anglais ( durée 1 heure, coefficient : 1)

3 - les épreuves orales sont les suivantes :

3.1 - les connaissances générales sur la navigation maritime ( coefficient : 1)

3.2 - le pilotage dans le port considéré :

- - connaissance générale sur le port ( coefficient 2)

- - la rade extérieure (coefficient 2)

3.3 - la manoeuvre des bâtiments (coefficient : 2)

3.4 - l'admission des navires chargés de marchandises dangereuses (coefficient : 2)

3.5 - l'anglais ( coefficient : 1).

4 - Les épreuves pratiques comprennent deux manoeuvres effectuées sur des navires soumis à l'obligation du pilotage.

Article 7 - D'une manière générale, les candidats au concours de pilotage doivent prouver qu'ils possèdent des connaissances suffisantes sur les points suivants concernant la zone de pilotage considérée :

1 - limites de la zone de pilotage ;

2 - règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer tel que modifié, et autres règlements nationaux de sécurité de la navigation et de prévention

de la pollution applicables ou susceptibles de s'appliquer ;

3 - système de balisage ;

4 - caractéristiques des feux, des signaux de brume, des radiobalisés, ... ;

5 - désignations, emplacements et caractéristiques des bouées, balises et autres repères ;

6 - caractéristiques des chenaux, des pointes ou caps ainsi que des hauts fonds ;

7 - itinéraires et distances appropriées ;

8 - direction générale, fréquence, hauteur et durée des marées et utilisation des tables de marées ;

9 - postes de mouillage ;

10 - matériel utilisé à la passerelle et aides à la navigation ;

11 - utilisation du radar et des aides de pilotage radar automatique ainsi que de leurs limites ;

12 - communications et disponibilités des renseignements de navigation ;

13 - système de diffusion des avertissements de navigation dans la zone et type d'information susceptible d'être incluse ;

14 - réponse à la manoeuvre des types de navires que le pilote est appelé à assister et restrictions imposées par certains systèmes de propulsion et de gouverne ;

15 - facteurs influant sur le comportement du navire tels que vents, courants, marées, configuration des chenaux, profondeurs d'eau, fond, interaction, entre le navire et le quai ;

16 - utilisation du remorqueurs ;

17 - maîtrise suffisante de l'Anglais pour permettre au pilote de s'exprimer clairement lors des échanges de communications, notamment compréhension du « Vocabulaire normalisé de la navigation maritime » de l'Organisation Maritime Internationale.

Article 8 -

1 - Chaque membre du jury appelé à noter une épreuve l'apprécie par une note de 0 à 20 sans décimale.

2 - Les notes données à une même épreuve sont additionnées et leur total est multiplié par le coefficient dont elles sont affectées, puis divisées par le nombre de membres du jury ayant noté. Il est ainsi obtenu pour le classement des candidats.

3 - La notation des membres du jury s'effectue comme suit :

3.1 - épreuves écrites :

- tous les membres du jury notent les épreuves 2.1 et 2.2 du paragraphe 2 de l'article 6 ci - dessus ;

le pilote et l'inspecteur de la sécurité des navires et de la navigation maritime notent l'épreuve 2.3 ;

le Président et le professeur d'anglais notent l'épreuve 2.4.

3.2 - épreuves orales :

- tous les membres du jury notent les épreuves 3.1 et 3.2 du paragraphe 3 de l'article 6 ;

- le pilote et l'inspecteur de la sécurité des navires notent les épreuves 3.3 et 3.4

le Président et le professeur d'Anglais notent l'épreuve 3.5.

3.3 - épreuves pratiques :

le Président, le commandant du port et le pilote notent les épreuves citées à l'article 6 du paragraphe 6.

Article 9 -

1 - Lorsque l'ensemble des épreuves écrites, orales et pratiques est terminé, le Président du Jury dresse procès - verbal des opérations du concours qui est signé par tous et il procède au classement des candidats suivant le nombre de points obtenus par chacun d'eux.

2 - Tout candidat ayant obtenu une note inférieure à 6 sur 20 est éliminé d'office.

3 - Pour être admissibles aux épreuves pratiques, les candidats doivent avoir obtenus au moins une moyenne de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites et orales.

4 - Nul ne peut être nommé pilote à la suite du concours s'il n'a pas obtenu une moyenne de 12 sur 20 aux épreuves pratiques.

5 - le président du jury donne connaissance aux candidats du total des points obtenus ainsi que de leur classement.

6 - Au cas où un candidat déclaré reçu se désisterait avant d'être nommé pilote, la place devenue vacante est attribuée au premier des candidats non reçus, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 - ci - dessus.

Article 10 - Des licences de « capitaine pilote » peuvent être attribuées, après un concours par l'administration aux commandants de navires étrangers qui fréquentent régulièrement les ports mauritaniens.

Les modalités du concours pour ces licences seront précisées par arrêté du Ministre chargé de la Marine Marchande.

Article 11 - Par dérogation aux dispositions du présent décret, les pilotes en cours d'activité ayant exercé plus de dix ans seront admis sur examen de dossier.

Les autres pilotes doivent dans un délai de trois mois, à compter de la date de publication du présent décret, déposer un dossier de régularisation.

3 - Organisation du pilotage

Article 12 - L'organisation des stations de pilotage, le matériel nécessaire à leur fonctionnement, le nombre de pilotes par station et le déroulement de carrières de ces derniers seront fixés par arrêté du Ministre chargé de la Marine Marchande.

Article 13 - Les conditions de contribution financière des stations de pilotage à l'amélioration de la sécurité maritime et leurs modalités d'utilisation seront fixées par arrêté conjoint du Ministre de la Marine Marchande et du Ministre chargé des Finances.

Article 14 - Le Ministre chargé de la Marine Marchande est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel

Décret n° 2002 - 028 du 22 avril 2002 portant application du règlement international pour prévenir les abordages en mer.